

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APERAM ALLOYS IMPHY

Avenue Jean Jaurès
58160 Imphy

Références : 250377
Code AIOT : 0005401254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY, implanté 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE, préalablement identifiées, émettent des PFAS. Dans la continuité de l'action nationale menée en 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS. C'est à ce titre que le Gouvernement a demandé à l'inspection des installations classées de contrôler au cours de cette année la bonne mise en œuvre des plans d'action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM ALLOYS IMPHY
- 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'Aperam exploite une usine de production et de transformation (sous forme de barres, feuillards et de fils) d'alliages spéciaux (en particulier alliages à base de nickel).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS analyse de boues
- AN25 PFAS mousses
- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, articles L. 110-1 et L. 523-6-1	Sans objet
7	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats réalisés lors de l'inspection est estimé conforme ; l'exploitant veillera à poursuivre ses investigations et à proposer d'ici la fin de l'année 2025 un plan d'actions visant à réduire ou supprimer la présence de substances PFAS dans ses rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque

campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux en décembre 2023, janvier et février 2024, puis a transmis l'ensemble de ses résultats via la plateforme GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, le 23 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Sur les trois campagnes d'analyses menées entre décembre 2023 et février 2024 sur l'ensemble des points de rejets d'eaux industrielles, l'exploitant a relevé une valeur maximale en PFOS de 0,3 µg/l au point de rejet 16, en février 2024. L'ensemble des résultats présentés pour la substance PFOS se situe bien en-dessous de la valeur limite d'émission de 25 µg/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats :

<p>Un premier inventaire a été réalisé dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ; celui-ci est en cours de complément, avec une investigation approfondie des différents fournisseurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour étendre le questionnement sur la présence des PFAS au-delà de la liste des 20 PFAS identifiés dans l'AM afin de justifier des taux d'AOF relevés dans les analyses, - et pour obtenir les informations sur les substances contenues en faible quantité (<0,1% en masse) dans les principaux produits (huiles, ...) utilisés sur le site. <p>Cet inventaire fera l'objet d'une mise à jour régulière, en cas d'intégration de nouveaux produits sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses des campagnes PFAS montrent un taux conséquent d'AOF (détection de PFAS par la méthode indiciaire), sans pour autant être expliqué par les analyses réalisées sur les 20 PFAS cités dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>Afin de définir un plan d'actions précis pour la réduction et la suppression d'éventuelles substances PFAS (suppression en amont, substitution de produits, ...), l'exploitant envisage de mener des investigations complémentaires afin de définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du ou des PFAS provoquant le taux d'AOF relevé, - la ou les sources potentielles, - les potentiels artefacts de mesures (interférences suspectées dans les analyses avec le CaF₂), - les moyens de substitution. <p>Une fois ce travail d'identification réalisé, l'exploitant fournira un plan d'actions avec des échéances raisonnables, et un suivi de la qualité des rejets pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
Constats : Comme indiqué dans le point de contrôle n°4, les résultats d'analyses des campagnes PFAS montrent un taux conséquent d'AOF (détection de PFAS par la méthode indiciaire), sans pour autant être expliqué par les analyses réalisées sur les 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Afin de comprendre ces résultats (à la fois la source de cet AOF - prélèvement, produit utilisé sur le site, ... -, mais également la nature des PFAS concernés), l'exploitant envisage de mener les investigations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- des prélèvements en entrée- des campagnes supplémentaires plus représentatives (6 mois minimum) dans ses rejets industriels,- des prélèvements en interne, au cours du process, pour définir les activités susceptibles d'être pourvoyeuses de PFAS et éventuellement lever un doute sur une potentielle interférence dans la mesure AOF (CaF2? Tétrafluoroéthane? ces substances sont utilisées en quantité),- interroger les deux autres exploitants (Aubert et Duval, et Ugitech) dont les rejets sont canalisés et mélangés avec ceux d'APERAM,- interroger les fournisseurs de graisses (2 utilisées sur le site ont été identifiées avec des PFAS) et de tensioactifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, articles L. 110-1 et L. 523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : L. 110-1 :1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable. L. 523-6-1 : La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux

substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées. Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.
Constats : Comme précisé aux deux points de contrôle précédents, l'exploitant doit mener auparavant une série de mesures d'investigation pour définir l'origine et la nature des PFAS avant de proposer un plan d'actions, accompagné d'échéances, afin de réduire ou supprimer les substances per- et poly-fluoroalkylées dans ses rejets aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : L'exploitant envisage de mener, durant les 6 prochains mois, des mesures de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> - des prélèvements en entrée, - des campagnes supplémentaires plus représentatives dans ses rejets industriels, - des prélèvements en interne, au cours du process, pour définir les activités susceptibles d'être pourvoyeuses de PFAS. L'exploitant veillera à transmettre régulièrement ses résultats via la plateforme GIDAF (cadre PFAS utilisé pour ses trois campagnes d'analyse), et à réaliser un bilan de cette surveillance à la fin de l'année 2025 pour conclure à un plan d'action à mener afin de réduire ou supprimer les substances PFAS de ses rejets industriels.
Type de suites proposées : Sans suite